



Communiqué de l'Union syndicale Solidaires Industrie

Merci patron... C'est ce qu'auraient pu déclarer Christian Streiff et Carlos Gohsn, qui viennent d'engranger chacun 3 milliards d'euros de prêt à 6% (au lieu de 12% sur le marché bancaire) de la part du patron Sarkozy. Les dirigeants de Renault Trucks auront droit à 500 millions d'euros, et les organismes de crédit bancaire automobile à 1 milliard ! Pendant ce temps, la politique de restructuration de l'automobile bat son plein : un fond de soutien de 600 millions d'euros a été débloqué pour activer la concentration des équipementiers.

Les « contreparties » sont modestes : « réduire » la part de rémunération des dirigeants, « modérer » les distributions de dividendes aux actionnaires, « revoir » l'indemnisation du chômage partiel ! Sur le plan social et industriel, il n'y aurait pas de licenciement (seulement en 2009 !), pas de plan social pendant cinq ans et pas de fermeture d'usine en France. Mais il est facile pour PSA ou Renault de garder formellement un site en le vidant de ses ouvriers, ça s'appelle une coquille vide et c'est ce que craignent beaucoup de salariés de l'automobile.

Quant à la suppression de la taxe professionnelle que demandait Carlos Gohsn, qui paiera la facture, si ce ne sont les citoyens ?

Le même jour, Nissan (dont Renault est actionnaire à 44%) annonce 20 000 suppressions d'emploi dans le monde. L'impudence est totale. Les patrons encaissent les subventions et continuent de licencier partout où ils peuvent. On fait un plan de secours pour restructurer un secteur dont les dirigeants ont été incapables d'anticiper, on licencie (intérimaires, sous-traitants, précaires) et on repart avec les aides de l'Etat. Face à cela, seule la réaction de tous les salariés de l'automobile sera efficace !

Hier (9 janvier) à Lorient, les ouvriers sidérurgistes de la SBFM (Société Bretonne de Fonderie Mécanique, ancienne filiale de Renault) ont accueilli leurs dirigeants de manière musclée. Ils ont refusé le plan de suppression de la moitié des emplois. Le PDG est reparti, le DRH et l'administrateur judiciaire ont essuyé une pluie d'œufs d'oie ! Le plan social est suspendu, voire carrément annulé, mais l'ambiguïté demeure. Les ouvriers ont repris le travail après leur victoire. Un exemple à suivre, dans tous les sens du terme.

Solidaires Industrie, mardi 10 février 2009